

Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soircorruption@gmail.com

DES TRÈS RICHES PLUS NOMBREUX, DES PARADIS FISCAUX FLORISSANTS

Le nombre de millionnaires dans le monde a augmenté de 6% en 2015, pour atteindre le chiffre de 18,5 millions

Des riches de plus en plus riches, dans un monde pourtant en proie à la crise, où bon nombre d'économies tournent au ralenti. Dans son rapport annuel sur la richesse mondiale des ménages, publié le mardi 7 juin, le cabinet de conseil américain Boston Consulting Group (BCG) montre que le phénomène de concentration des richesses s'est confirmé en 2015.

Le nombre de millionnaires a augmenté de 6% en 2015, pour atteindre le chiffre de 18,5 millions. Ces foyers fortunés ont beau représenter seulement 1% de la population mondiale, ils détiennent ensemble 47% de la richesse financière de la planète (épargne bancaire, épargne financière et assurance-vie). Un pourcentage qui pourrait même grimper à 52% à l'horizon 2020, avertit le BCG. Bientôt plus de la moitié de la richesse mondiale entre les mains des 1% les plus riches ? «Ce rapport est une nouvelle indication que les inégalités de fortune explosent au niveau mondial», constate l'économiste Gabriel Zucman, professeur à la London School of Economics et chercheur à l'université de Berkeley, en Californie. Ainsi, nous dit le BCG, plus on monte dans la pyramide des richesses, plus le taux de croissance de la fortune est élevé : + 9,5% par an pour les patrimoines de 100 millions de dollars (88 millions d'euros) et plus, contre 3,7% de croissance pour ceux de moins de 1 million de dollars. A titre de comparaison, prise dans son ensemble, la richesse mondiale privée a crû de 5,2% l'an dernier, à 167 800 milliards de dollars. C'est moins que la hausse enregistrée en 2014 (+ 7,5%), et ce recul est notamment dû aux effets persistants de la crise financière.

En haut du palmarès, les Etats-Unis établissent deux records : celui du nombre de ménages millionnaires (8 millions au total)

et celui du plus fort taux de concentration de la richesse (ces millionnaires détenant 63% de la fortune privée cumulée du pays).

Toutefois, c'est dans la région Asie-Pacifique, particulièrement en Chine et en Inde, que la richesse de ces foyers fortunés a progressé le plus en 2015 (+16%, contre +10% en moyenne ailleurs). Et c'est par ailleurs toujours en Suisse et au Liechtenstein que l'on trouve les plus fortes densités de millionnaires...

Appétit pour l'offshore

Cette concentration toujours plus importante de la richesse continue de faire les beaux jours des paradis fiscaux ou perçus comme tels, ces Etats ou territoires offrant des régimes fiscaux avantageux. Le rapport du BCG montre ainsi que la richesse accumulée «offshore», c'est-à-dire hors du pays d'origine des ménages, a progressé de 3% en 2015, pour s'établir à 10 000 milliards de dollars. Une large partie de cet argent est domiciliée dans des Etats ou des territoires offrant à la fois discrétion et fiscalité avantageuse (Suisse, Panama, îles des Caraïbes, îles anglo-normandes, île de Man, Irlande, Luxembourg, Liechtenstein, Singapour, Hong Kong...), le rapport du BCG octroyant à la Suisse le statut de «premier centre financier offshore», mais ne donnant aucun chiffre sur la proportion des avoirs financiers déclarés au fisc. Selon le BCG, cet appétit



pour l'offshore n'est pas près de s'éteindre, en dépit des efforts des pays du G20 (les vingt pays les plus riches du globe) pour contrecarrer la fraude et l'évasion fiscale. «Malgré les proclamations répétées de «fin des paradis fiscaux», la richesse offshore continue à croître au même rythme que le PIB mondial, de 3% par an, commente M. Zucman. Le BCG prévoyant une accélération de la croissance à 5% par an d'ici à 2020, les gestionnaires de fortune offshore n'ont pas encore de souci à se faire...» Toujours selon le BCG, les plus gros utilisateurs des services offshore se recrutent dans les régions en développement (Moyen-Orient, Afrique et Amérique latine).

«La part de la richesse détenue par les plus riches varie fortement d'un pays à

l'autre, selon que les économies sont matures ou au contraire en fort développement, dit Benoît Macé, directeur associé du BCG. Mais d'une manière générale, nous pouvons dire que le métier de gestion de fortune a de l'avenir.

La richesse des ménages va continuer de progresser dans le monde, sa croissance sera fortement tirée par celle de la région Asie-Pacifique. Ainsi, l'Amérique du Nord, largement en tête du classement 2015 des régions du monde recelant le plus de ménages riches, devrait s'y maintenir à l'horizon 2020. Mais la place de numéro deux, aujourd'hui occupée par l'Europe de l'Ouest, pourrait revenir à la région Asie-Pacifique.

Synthèse du rapport par
Djalil Hadjadj

1^{er} rencontres internationales des autorités anti-corruption du 14 au 16 juin à Paris

Le ministère français de la Justice organise, du mardi 14 au jeudi 16 juin 2016, à Paris, les 1^{ères} Rencontres internationales des autorités anti-corruption, en coopération avec la Banque mondiale et l'OCDE, et avec le soutien de la Grande-Bretagne.

La rencontre de près de 200 participants (autorités judiciaires, enquêteurs, autorités régulatrices) venant de 60 pays permettra de promouvoir la coopération judiciaire internationale.

En effet, parallèlement aux sessions plénières, les participants pourront rencontrer leurs homologues, échanger sur leurs systèmes respectifs mais également évoquer leurs dossiers communs dans le cadre d'entretiens informels bilatéraux.

En Algérie, l'enrichissement illicite n'est condamné que dans la loi

L'article 37 de la loi relative à la prévention et de lutte contre la corruption du 20 février 2006 introduit pour la première fois dans la législation algérienne l'incrimination d'enrichissement illicite, avec de lourdes peines d'emprisonnement et des amendes importantes, contre «tout agent public qui ne peut raisonnablement justifier une augmentation substantielle de son patrimoine par rapport à ses revenus légitimes». Ce qui introduit un nouveau dispositif : l'inversion de la charge de la preuve.

Ces réformes qu'imposent les difficultés spécifiques de poursuite des actes de corruption portent notamment sur le droit de la preuve. En dehors des situations où la corruption proposée n'est pas acceptée, il s'agit essentiellement d'un pacte entre un corrupteur et un corrompu.

Ces personnes veillent à garder occulte cet accord illégal. A l'opposé de la plupart des crimes,

QUAND LES RICHES VOLENT LES PAUVRES CELA S'APPELLE DU BUSINESS !
QUAND LES PAUVRES LUTTENT POUR RÉCUPÉRER LEURS BIENS CELA S'APPELLE DE LA VIOLENCE !

les actes de corruption ne font pas de victimes apparentes. Tous les protagonistes en sont les bénéficiaires et ont intérêt à préserver le secret.

La preuve de l'infraction est donc difficile à apporter, ce qui n'est pas sans influence sur l'extension de telles pratiques. On peut encourager les parties impliquées dans une infraction à se dévoiler et à fournir des preuves pour obtenir en contrepartie une immunité de poursuite. Si on a souvent des présomptions, les

preuves matérielles d'actes de corruption font parfois défaut.

Prouver l'origine licite de son patrimoine

Le délit d'enrichissement illicite a été institué dans certains pays pour sanctionner certaines catégories de personnes dont le niveau de vie est sans commune mesure avec leurs revenus légaux. Ce délit peut permettre de prononcer une condamnation sur la base de l'impossibilité pour la personne mise en cause de prouver l'origine licite de son patrimoine. Les puristes du droit n'ont pas manqué de considérer que les poursuites sur la base du délit d'enrichissement illicite ne sont pas compatibles avec les principes généraux de la présomption d'innocence, d'une part, et reposent sur l'inversion de la charge de la preuve. Cette critique n'est pas mal fondée mais une question fondamentale est de savoir si

la défense obstinée de certains principes traditionnels doit prévaloir sur la défense des intérêts fondamentaux de la société face à un phénomène dont la persistance est susceptible de miner l'équilibre social. Il est toutefois impératif que les lois contre la corruption — et toutes les autres — soient conformes aux normes fondamentales en matière de droits humains, telles qu'elles sont exprimées dans les constitutions nationales et les instruments internationaux.

L'actualité nationale de ces dernières années abonde d'agents publics qui se seraient enrichis illicitement, ne s'étant même pas donné la peine de faire leur déclaration de patrimoine, encore moins de s'en expliquer auprès de l'opinion publique. C'est ce qui explique que la condamnation de l'enrichissement illicite en Algérie ne soit pas sortie de la loi...

D. H.